

Patrick Braouezec " J'ai soutenu M. Macron et ma déception est réelle "

Le Monde du 11 août 2017

Le président Front de gauche de Plaine Commune a voté pour le candidat d'En marche ! dès le premier tour de la présidentielle. Cent jours après l'élection, il estime que le chef de l'Etat a effacé toute notion de protection et de solidarité de ses réformes

J'ai voté pour Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle, malgré mes engagements à gauche et, même, pour une très grande part, " à la gauche de la gauche ". Je l'ai fait savoir publiquement dans une tribune au Monde datée du 8 mars 2017. M. Macron a été élu et j'en ai été satisfait.

De la même façon, comme je m'y étais engagé, j'ai soutenu les candidats présentés par le PCF, qui le souhaitaient, aux élections législatives. La constitution d'un groupe communiste et apparenté à l'Assemblée nationale est positive pour la démocratie et la vie parlementaire. Mon soutien était, comme je l'écrivais, sans illusions, mais j'espérais que la -volonté de M. Macron fût de rompre avec l'immobilisme de Hollande et les politiques réactionnaires de Sarkozy.

L'issue de ces deux scrutins devrait donc pleinement me satisfaire ; je dois avouer que tel n'est pas le cas et ma déception est réelle. Les échanges que nous avons eus, M. Macron et moi-même, et la lecture de son livre Révolution (Xo, 2016) m'avaient convaincu que, malgré quelques divergences, rien n'était rédhibitoire à mon soutien, tant le danger de l'élection des autres prétendants était grand. Alors pourquoi cette déception ?

Un équilibre mis à mal

Elle n'est pas due à son action à l'international ni à ses justes positions ou déclarations (au Vel'd'Hiv, par exemple). Elle concerne, en revanche, la composition d'un gouvernement qui penche plus à droite qu'à gauche, et notamment sur des compétences majeures, contrairement à ce que ses propos pré-présidentiels pouvaient laisser augurer. Plus essentiel est ce qui était une ligne forte dans le livre du futur président : le juste équilibre entre, d'un côté, le libéralisme économique et sociétal et, de l'autre, la protection et la solidarité ; or, cet équilibre est bien mis à mal en ce début de mandat. Autant le caractère libéral est lisible et assumé, autant il est difficile de déceler le moindre signe visant à plus de protection et de solidarité.

Pis, certains choix relèvent de la régression : diminution du montant de l'APL – qui a, de surcroît, provoqué des propos déplacés d'une députée de La République en marche –, baisse du budget de la politique de la ville, dont bénéficient en premier lieu les associations, et dont le rôle positif n'est pourtant plus à démontrer...

De même, la loi sur la moralisation de la vie publique risque d'accoucher, si ce n'est d'une souris, de deux pandas, pour rester dans l'actualité. Enfin, rien sur ce qui constitue la base des dérives de nos sociétés : la puissance de l'argent. En fait, ce sont bien ces questions financières qui tracent la ligne de fracture entre nous. J'avais pourtant cru percevoir, dans Révolution comme dans les propos du président, l'intention (la volonté ?) de remettre le capitalisme sur d'autres rails, conscient qu'il était que ceux suivis par ce capitalisme financier menaient le monde à sa perte.

Par son élection, M. Macron a fait bouger les lignes, bousculé l'establishment ; il donne l'impression d'avoir intégré dans sa réflexion les caractéristiques de ce monde " contradictoire, complexe et incertain " (comme le dit le sociologue Edgar Morin). Mais a-t-il vraiment l'intention et aura-t-il le courage et la volonté de remettre en question un système économique à la fin de son histoire ? Système économique qui porte, structurellement, la responsabilité des maux de nos sociétés : guerre, misère, famine, dérèglement climatique, chômage, précarité, pauvreté, exode, gaspillage...

Toutes les réformes qui n'auront pas, peu ou prou, comme objectif de contester, même à la marge, la suprématie de l'argent seront au mieux vaines, au pire ne feront que la renforcer. Elles conduiront, comme les autres, à de nouveaux échecs. Mais nous n'avons plus le droit à l'échec !

Le 23 avril dernier, deux forces politiques ont totalisé, à elles deux, plus de 40 % des voix. Si, sur bien des points, elles sont en total désaccord, sur d'autres, elles peuvent converger tant sur le fond – le rejet de l'Europe, celui des élites sans aucune distinction qui mène à un " démagisme populiste nauséabond " – que sur la forme – l'agressivité, voire la violence.

Cinq ans, c'est court ! L'attente des milieux populaires, dans les banlieues comme dans le périurbain ou le rural (qu'il faut cesser d'opposer), est forte même si beaucoup, lassés des promesses non tenues, se sont abstenus à la présidentielle et encore plus aux législatives.

Jeux olympiques et récit national

Il est impératif de réécrire un récit national qui n'exclue personne et, en premier lieu, ceux qui subissent les mutations dont on n'a pas su ou pas voulu anticiper

les conséquences. Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024 peuvent constituer la trame de ce récit national et fédérer toutes les énergies, les initiatives, les capacités créatrices et novatrices, celles du monde sportif, des acteurs culturels, des entreprises, des citoyens, de l'ensemble de celles et ceux qui habitent notre pays, français ou étrangers.

Mais il faudra, dans le même temps, donner des signes concrets de prise en considération des préoccupations plus quotidiennes. Le président pourra compter sur le territoire de Plaine Commune pour travailler en ce sens, à la condition que soient bien tenus ces deux objectifs. Dans le cas contraire, les inégalités se creuseront encore un peu davantage et c'est le devenir démocratique de notre pays qui sera en jeu.

En 2022, le bilan ne peut pas se réduire à un nouvel échec et à de nouvelles déceptions. Le doute gagnant, il m'apparaît nécessaire de contribuer à mettre en œuvre, sans attendre, la construction d'une gauche alternative responsable, constructive et exigeante qui, le cas échéant, saura répondre présent. Si, comme le laissent supposer ces premières semaines d'exercice du pouvoir, le président ne mesure pas la nécessité de répondre à cette colère populaire qu'il a pourtant reconnue et justifiée lors de ses premières déclarations.